



RWANDA

DIX CLES POUR

Le pays des mille collines est devenu celui de l'épouvante. Longtemps présenté par la Belgique comme un modèle de développement, le Rwanda compte aujourd'hui ses morts par dizaines de milliers et s'enlise dans une effroyable guerre civile. Ce scénario-catastrophe était-il prévisible? L'assassinat de nos dix casques bleus aurait-il pu être évité? Téléoustique vous livre, à partir de cette semaine, dix clés pour comprendre l'imbrroglio rwandais. Première partie: de la colonisation belge (1922) à la fin du pouvoir sans partage du régime Habyarimana (1992).

1 QUARANTE ANS DE COLONISATION BELGE

C'est en 1922 que débute officiellement l'histoire commune de la Belgique et du Ruanda-Urundi, l'ancienne colonie allemande. Cette année-là, la Société des Nations, l'ancêtre de l'ONU, octroie à notre Royaume le territoire occupé aujourd'hui par deux Etats distincts, le Rwanda et le Burundi. La Première Guerre mondiale avait vu les forces belges et indigènes triompher de l'armée allemande dans l'est du Congo, aux frontières du Ruanda-Urundi. En 1916, après la déroute des troupes ennemies à Tabora, les soldats congolais et les officiers belges occupent l'ancienne colonie allemande. Forte du soutien de la Société des Nations, Bruxelles marque ainsi des points et accroît encore son empire africain tellement convoité.

Certes, le pays, grand comme deux fois la Belgique, ne recèle aucune richesse, mais deux raisons motivent l'attachement de la Belgique à sa nouvelle colonie: la volonté de maintenir intactes les frontières de l'immense Congo que disputaient volontiers à la Belgique la plupart des puissances occiden-

tales; l'implantation de nombreuses missions catholiques pour contrer la poussée de l'Eglise kimbanguiste sans cesse croissante au Congo.

Dès le début des années vingt, les autorités belges accentuent le clivage ethnique et optent pour une politique de "tutsification" du pays, confiant à l'ethnie des Batutsis la totalité des hautes fonctions dans l'organisation politique et administrative indigène. Cela bouleverse le schéma traditionnel puisque, jusque-là, ces fonctions étaient occupées par l'ethnie des Bahutus, largement majoritaire (quelque 90 % de la population).

De gouvernants, les Bahutus deviennent en quelques années les gouvernés. Et sont présentés comme tels par les publications diffusées par la Métropole. Dans les reportages d'actualité commandés par les autorités belges, on entend par exemple: "Les Batutsis sont la race dominante. Ils sont intelligents, distants mais polis. Très diplomates, ils manquent parfois de franchise. Les Bahutus, qui représentent 90 % de la population, sont des paysans bantous à l'âme lourde et passive, ignorant tout souci du lendemain."

Par conséquent, l'enseignement favorise les jeunes Batutsis et les cadres sont choisis quasiment exclusivement par-

COMPRENDRE LE DRAME (I)

mi eux. Pendant plus de trente ans, cette ethnie sera le socle de l'Eglise catholique et de l'administration coloniale. Ce qui ne manquera pas de laisser des traces, des rancœurs encore présentes aujourd'hui.

2 1959. LA REVOLTE HUTU

A partir de 1955, avec la rédaction du *Manifeste de conscience africaine*, les velléités indépendantistes au Congo font tâche d'huile. La Belgique et l'Eglise catholique comprennent que l'heure de la décolonisation approche. Aussitôt, Bruxelles change de camp pour ne pas laisser derrière elle une structure politique et administrative aux mains d'une minorité ethnique. Les autorités coloniales se rapprochent des Bahutus dont elles font leurs alliés objectifs.

Depuis 1955, déjà, avec l'abolition officielle de la féodalité, les Bahutus ont obtenu les mêmes droits que les Batutsis. Le turbulent Grégoire Kayibanda, intellectuel hutu et futur président du Rwanda, devient rédacteur en chef du seul et unique journal de l'épiscopat, *Kinyamateka*. Et, lors d'une déclaration officielle, le 1er décembre 1958, Jean-Paul Harroy, vice-gouverneur du Rwanda-Urundi, apporte un soutien à peine voilé aux revendications des Bahutus. Les Batutsis, quant à eux, se durcissent et entendent conserver leurs privilèges.

En 1959, les événements se précipitent. La colère hutu déborde de toutes parts. Le roi tutsi Mutara III est assassiné. Les incidents se multiplient et des pogroms anti-Tutsis éclatent dans l'ensemble du pays, provoquant plusieurs milliers de morts. Les autorités belges contiennent tant bien que mal cette situation explosive, mais en prenant de plus en plus ostensiblement parti pour les Bahutus. En 1962, l'indépendance du Rwanda et du Burundi, deux Etats désormais séparés, est consacrée. Entre-temps,



Soutenu par les pays occidentaux, le président Habyarimana était devenu un ami personnel du roi Baudouin.



Un pont détruit sur la rivière Muvumba. A partir d'octobre 1990, le Front patriotique rwandais tient le nord du pays.

plusieurs élections ont vu la victoire du *parmehutu*, le parti de l'ethnie majoritaire qui prend le pouvoir et proclame la République. Grégoire Kayibanda devient le premier président de la République du Rwanda.

3 L'ETAT HUTU

Les premières heures de l'indépendance du Rwanda sont aussi celles du pouvoir confisqué. Le régime de parti unique confie tous les postes-clés de l'administration, de l'armée, de la police et de la justice à des Bahutus. Les cartes d'identité nationale mentionnent bientôt l'appartenance ethnique de

chaque citoyen. Les Batutsis et les Batwas - la troisième ethnie du Rwanda qui représente environ 1 % de la population - deviennent les exclus de la société. Des milliers d'entre eux sont encore massacrés tandis que quelque 300.000 Batutsis choisissent le chemin de l'exil.

En 1963, une première tentative de reconquête du pays par des réfugiés armés échoue dans un nouveau bain de sang. Le régime a d'autant mieux assis sa stabilité que le président Kayibanda, originaire du sud du pays, a conclu une alliance avec le Nord en lui concédant le contrôle de l'armée. Parmi les généraux au pouvoir, un certain Juvénal Habyarimana émergera rapidement.

En 1973, à la faveur de nouveaux affrontements raciaux -

plusieurs centaines de morts -, le général Habyarimana dépose le président Kayibanda et instaure une dictature militaire implacable. Il garde pourtant la confiance de Bruxelles et de Paris qui se rapproche un peu plus de Kigali. L'intérêt économique du Rwanda reste négligeable, sauf pour quelques sociétés privées qui exploitent la seule vraie richesse du pays des mille collines: le café. Par contre, l'omniprésence de l'Eglise catholique incite les gouvernements occidentaux, surtout en Belgique, à intensifier leur soutien politique et économique au régime Habyarimana.

A la fin des années septante, les autorités belges n'hésitent pas à présenter ce petit pays d'Afrique centrale comme un modèle de développement. Le président Habyarimana devient même un ami personnel du roi Baudouin. Ils fréquenteront ensemble des messes du Renouveau charismatique. Le pouvoir hutu connaîtra cet âge d'or pendant près de quinze ans.

En 1988, la chute du cours du café entraîne une famine sans précédent. Les victimes se comptent par dizaines de milliers. Les premières contestations vigoureuses du régime commencent à poindre à l'intérieur du pays; les accusations de corruption se multiplient à l'encontre du président rwandais et surtout de sa belle-famille. La réponse du palais présidentiel est ferme: des milliers d'arrestations arbitraires frappent non seulement des Batutsis accusés de subversion mais aussi des personnalités hutues qui ont rompu avec le régime. Le pouvoir est ébranlé.

4 L'OFFENSIVE DU FRONT PATRIOTIQUE

En octobre 1990, des milliers de combattants, se réclamant d'un Front patriotique rwandais (FPR) jusque-là inconnu, dé-

Suite page 30 ►

Suite de la page 29

ferlent dans le nord du Rwanda, en provenance de l'Ouganda. La percée de ceux que l'on va appeler les Inkotanyi est fulgurante. En quelques jours, deux grandes villes du Nord, Ruhengeri et Byumba, tombent aux mains des rebelles. La route de la capitale, Kigali, où des affrontements se déclenchent aussi, est ouverte. Le trône d'Habyarimana ne tient plus qu'à un fil et l'armée évalue à 10.000 hommes - craint d'être balayée en quelques semaines.

Il faut l'intervention immédiate des paras belges et français, ainsi que la Division spéciale présidentielle du maréchal Mobutu, pour sonner la retraite du FPR. Lequel baisse le masque et se présente comme une "armée de libération" qui s'est rassemblée à la frontière ougandaise. Le FPR dit vouloir négocier avec le palais présidentiel pour amorcer un processus démocratique qui consacrerait le multipartisme et le pluriethisme.

En réalité, la majorité des troupes du Front sont composées de réfugiés tutsis intégrés depuis plusieurs années dans l'armée ougandaise. Le chef militaire du Front s'appelle Paul Kagame, ancien directeur de la sécurité militaire ougandaise. Il se déclare "déserteur" de l'armée ougandaise, comme beaucoup de ses compagnons d'armes. Mais, soulignera Kagame, le Front réunit aussi des centaines de réfugiés provenant du Burundi, du Zaïre et de Tanzanie ainsi que des opposants hutus au régime Habyarimana.

Pour faire bonne figure, le FPR présente un bureau politique composé paritairement de Bahutus et de Batutsis et dirigé par un ancien ministre hutu, Alexi Kanyarangu. Les paras belges ne resteront qu'un mois à Kigali, le temps de rapatrier nos ressortissants. Les troupes françaises, quant à elles, s'installent pour plusieurs années et Paris soutiendra,

Un document qui en dit long sur les rapports étroits entretenus par Paris et les forces armées rwandaises.

30 télémaquique



En 1990, déjà, les paras belges interviennent pour évacuer les ressortissants belges de Kigali.

jusqu'à leur récent départ, qu'il s'agit d'une mission humanitaire.

5 DIPLOMATIE SUR UN CHAMP DE MINES

Après 1990, plusieurs armistices font long feu et la guerre civile s'avère ruineuse pour l'un des pays les plus pauvres du monde. Les tractations diplomatiques vont aller bon train et l'influence de Paris et Bruxelles, qui ne parlent pas d'une même voix, sera considérable sur les autorités rwandaises. En Belgique, le gouvernement est profondément divisé sur l'attitude à adopter vis-à-vis du dictateur rwandais. Les conseils des ministres sont orageux pendant un mois, le temps que nos forces évacuent les expatriés et quittent Kigali.

Du côté des socialistes francophones comme flamands, la situation est claire: depuis le rapatriement de nos ressortissants, il n'est plus question d'apporter le moindre soutien au palais présidentiel. Il faut, selon leurs vœux, encourager une solution négociée entre les deux parties au conflit et favoriser l'émergence d'un processus démocratique.

cratique. Pour les sociaux-chrétiens, par contre, s'il faut à tout prix obtenir un traité de paix, Habyarimana doit rester maître du jeu. Wilfried Martens, Premier ministre, est en parfaite harmonie avec le Palais royal, pour veiller aux intérêts des missions catholiques toujours bien présentes au Rwanda. Les exactions de l'armée rwandaise, qui se livre à des pillages et à des massacres systématiques, sont mises en exergue par des avocats belges et étrangers ainsi que par Amnesty International. Mais rien n'y fait.

La diplomatie française, quant à elle, ne fait pas dans la nuance. En avalisant du bout des lèvres les nombreuses tentatives de pacification du pays, elle fait néanmoins encadrer et instruire l'armée régulière par des soldats français qui l'accompagnent même jusqu'à la ligne de feu, dans le Nord. Le caractère humanitaire de la "mission" ne convainc personne. Il s'agit bel et bien d'un soutien militaire. L'étroussée des relations entre Paris et Kigali apparaîtra d'ailleurs clairement, le 1er janvier 1992, lorsque le président Habyarimana choisira le chef de la mission française au Rwanda - le lieutenant-colonel Chollet - comme "Conseiller du Prési-

dent de la République, Chef suprême des Forces armées rwandaises et Chef d'état-major de l'armée rwandaise". Les Affaires étrangères françaises refuseront cette promotion, mais le document que nous publions (lire ci-contre) en dit long...

6 LE VENT DU CHANGEMENT

En 1991, cependant, la donne politique va prendre un tournant radical. Profitant du désarroi généralisé, plusieurs partis d'opposition civile revendiquent le multipartisme et le pluriethisme voient le jour. Certains responsables d'entre eux sont proches du FPR. Clandestins d'abord et en proie à de multiples attentats, ces partis sont progressivement tolérés puis légalisés par le chef de l'Etat. Finalement, Juvénal Habyarimana, contraint par les grèves déclenchées par ces partis d'opposition et inquiet des nouveaux succès militaires du FPR, accepte, en 1992, la constitution d'un gouvernement de transition dirigé par cette nouvelle classe politique.

Le gouvernement belge est, lui aussi, intervenu auprès du président rwandais pour qu'il accepte ces premières concessions. Il faut dire qu'entre-temps, Wilfried Martens a cédé la place au 16 rue de la Loi à Jean-Luc Dehaene et que le nouveau ministre des Affaires étrangères s'appelle Willy Claes, un socialiste flamand. A propos du Rwanda, les autorités belges parlent désormais d'une même voix. Y compris au Palais royal, on pense que, pour ramener la paix, il s'agit de mettre autour de la table tant le parti du chef de l'Etat que les responsables des nouveaux partis pluriethniques et ceux du FPR. Une pilule difficile à avaler pour le dictateur et surtout pour son entourage qui sent l'étai se refermer après vingt ans de pouvoir sans partage...

Jean-Pierre De Staercke et Michel Bouffieux

La semaine prochaine: "L'engrenage sanglant"

